

Allocution de Mme Blanche Weber, Présidente du Mouvement Écologique, à l'occasion du *Oekofestival* 2021

Madame la Ministre, Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs les responsables politiques et communaux, et représentant/es de structures officielles et d'organismes publics,

Chères/chers invité/es, membres et ami/es,

Nous sommes ravis de vous accueillir en ce jour à l'occasion de notre *Oekofestival*, édition 2021! Quelle immense joie de pouvoir se rassembler pour fêter ensemble, après presque 2 ans de restrictions imposées en raison du coronavirus. Qui plus est: sous un beau soleil ... *Oekofoire* oblige, on dirait! Au début du lancement de cet événement, nous étions toujours frustrés lorsqu'il ne pleuvait pas ... aujourd'hui, le soleil étant de nouveau au rendez-vous, ... nous sommes tout simplement béats!

Seul bémol: mon accident de vélo d'il y a 7 semaines, les diverses fractures que j'ai contractées et qui m'obligent à me *promener* avec des béquilles ... dans l'attente d'une nouvelle intervention chirurgicale.

Or, toutes réflexions faites: la vie est faite d'inconvénients et d'avantages !

Et même si la comparaison paraît quelque peu exagérée, mon propre corps me remet brutalement à ma place et me montre clairement les limites de mes forces. J'étais toujours convaincue que mon esprit et ma volonté le maîtrisaient ... et qu'il fallait juste éviter certaines choses et faire du sport etcetera ... mais non, il vaut mieux « écouter son corps ».

Et comme si cela n'était pas déjà assez grave, le lendemain de ma première sortie de l'hôpital, des pluies torrentielles ont fini par inonder mon appartement. Le bruit assourdissant de ces véritables cascades d'eau était terrifiant, au point que j'étais saisie de panique, avant l'arrivée des secours, toute seule et impuissante – avec mes béquilles - au beau milieu des masses d'eau qui sont montées rapidement.

De cette dernière mésaventure, je suis sortie indemne et sauve, ma maison est encore debout et je me suis remise du choc ... et mes fractures vont finir par guérir. Mais bien d'autres victimes des flots endurent toujours des souffrances inimaginables.

Je dois avouer que, ce qui m'est arrivé cet été m'a profondément marqué, et tout comme bien d'autres personnes, j'ai pris conscience que:

1. **L'être humain ne changera jamais les lois de la nature, même s'il se croit fort et supérieur.**
Autant que le Meco – et moi-même – s'engagent depuis des décennies pour la reconnaissance de cette conviction, ou mieux, de ce fait scientifiquement prouvé, autant j'ai ressenti et expérimenté – sur mon propre petit organisme nommé corps humain - les effets de cette prise de conscience et des limites que la nature nous impose!
Vous vous interrogez sur le « pourquoi » de cette comparaison!? Mais c'est simplement parce que je suis d'avis que c'est précisément là que le bât blesse ... ce sentiment d'omnipotence de l'homme qui croit pouvoir dicter ses règles à la nature, qui croit pouvoir dominer les écosystèmes et qui croit pouvoir dompter les forces naturelles, ce sentiment d'omnipotence qui continue à empêcher l'homme de reconnaître ses limites!

Nous succombons à l'illusion si nous nous sentons trop invincible. Quelle folie ... alors que nous voyons bien ce qui se passe dans le monde entier: inondations et incendies, canicules et fonte des glaciers ...

Et quel orgueil ... alors que nous vivons toujours en pleine pandémie, avec toutes les conséquences connues!

Certes, le dernier des stupides aura compris que le monde est à l'envers. Or, nous continuons à ne guère remettre en question le système, mais à diriger l'attention vers une « meilleure gestion » de crise et à chercher des moyens techniques pour en sortir. Certes, l'adaptation climatique doit être thématifiée et attaquée. Néanmoins, nous devons primordialement axer tous nos efforts sur la limitation des changements climatiques et, dans la même mesure, de la perte de la biodiversité. Les discours politiques, au Luxembourg, notamment en matière d'inondation, sont-ils seulement lancés pour ce qui est de l'interdiction de scellage de certaines zones? Le débat porte-t-il actuellement sur les PAG qui risquent de mettre en péril ou – pire – d'aggraver encore l'état de (voire la misère dans) certaines zones, par de nouveaux projets de constructions? D'après que je sache: ces thèmes ne font que rarement - voire aucunement (du moins à ce jour) – l'objet des débats politiques et autres!

Ou bien avez-vous déjà entendu ou lu qu'il y a une discussion sur les mesures concrètes à prendre pour endiguer, respectivement minimiser le danger de l'apparition de nouveaux virus, soit pour réduire l'intervention humaine dans les habitats des animaux, etcetera?

2. J'ai toujours su apprécier la valeur de l'amitié, de la solidarité et des contacts sociaux, mais depuis l'été dernier, j'en suis encore plus consciente: **un agréable environnement social, de bons ami/es et une famille attentionnée, tout ça n'a pas de prix!**

Dans ce contexte, il faut souligner que selon un sondage représentatif mené par ILRES au milieu de l'année dernière, une très large majorité (révélatrice) a témoigné ne plus vouloir retourner aux vieilles habitudes avant COVID, mais plutôt aspirer à une vie décélérée, loin d'une consommation effrénée et orientée plutôt vers des valeurs comme l'amitié et la solidarité et la proximité avec la nature. Ces idées et souhaits sont-ils toujours présents? Mais surtout, sont-ils transposés? Et les acteurs politiques dans ce contexte? *Ce véritable défi politique n'a pas encore été vraiment relevé ...*

Je suis intimement convaincue que les récentes catastrophes et la situation telle qu'elle s'est présentée dans le monde entier cet été ont contribué à secouer les gens et que le COVID a durablement sensibilisé aux vraies valeurs de notre existence. Parallèlement nous constatons un consensus grandissant dans les discours autour de la nécessité incontournable de la protection du climat et de la préservation de paysages intacts ... Nous notons que les discours se distancent de plus en plus du consumérisme, de la compétition et de l'accumulation de biens matériels comme étant une panacée.

Alors, toute rhétorique abandonnée ... où en sommes-nous?

En ce qui me concerne personnellement: j'ai rarement eu des pensées aussi ambiguës qu'en ce moment. Quand je suis une table ronde autour du climat lors de laquelle un représentant de l'industrie admet le bien-fondé et l'acceptation par les entreprises des mesures de protection du climat ..., et quand je contemple une série d'initiatives louables du gouvernement (en matière

d'énergies renouvelables, d'économie circulaire, de gestion des déchets ou de mobilité) ... alors je me dis: il y a quand même des choses qui se développent dans la bonne direction!

Toujours est-il que la réalité est bien différente: les émissions de CO2 ne cessent d'augmenter et la perte de la biodiversité se poursuit de manière incontrôlée. Le nombre de développements diamétralement opposés à ces témoignages et initiatives isolés reste toujours trop important!

- Lors de la récente assemblée générale des Nations unies à New York, les pays africains ont dénoncé **les inégalités dans la distribution des vaccins contre le COVID-19**. Selon le président sud-africain Cyril Ramaphosa, il s'avère extrêmement inquiétant de devoir constater que la communauté mondiale ignore les principes de base de la solidarité et de la coopération en matière d'égalité d'accès aux vaccins. Quel bilan médiocre pour l'humanité toute entière que de voir que plus de 82% des doses de vaccins produites sont achetées par les pays riches, et moins d'1% par les pays à faibles revenus. Une nouvelle fois, les États membres ont revendiqué la levée des droits de brevets institués par l'Organisation mondiale du commerce afin de faciliter l'accès aux vaccins. Il est inacceptable que cette levée n'ait pas encore été réalisée. Il est tout aussi inacceptable que le gouvernement luxembourgeois ainsi que la Chambre des députés ne se soient pas engagés et prononcés ouvertement et clairement en faveur de cette levée des brevets anti-Covid lors des débats décisifs. La solidarité et les objectifs du millénaire sont foulés aux pieds. Certes nous devons continuer à supporter les achats de produits issus du commerce équitable ! Mais il est tout simplement irresponsable de ne pas vouloir annoncer la couleur chaque fois que des décisions importantes et des réformes indispensables en matière de commerce mondial (accords de libre-échange, CETA etc.) s'imposent.
- **Maintenant pour revenir au niveau national après cette *parenthèse* internationale:**
 - Il y a quelques jours, le projet portant création d'un dit *Food Council* national a trouvé l'approbation et les louanges de nombreux ministères, pourtant les objectifs présentés ont fait l'objet de nombreuses critiques de la part de plusieurs ONG. **Indépendamment de ce fait: à quoi bon créer toujours de nouveaux organes alors que nous ne nous concentrons jamais sur ce qui est essentiel et sur ce qui s'impose d'urgence!?**
 - Il existe un projet de loi qui a pour objet de transformer Restopolis (la structure en charge des **cantines** dans les établissements scolaires) en une administration autonome. Ce projet nécessite d'être retravaillé fondamentalement. Ce qu'il faut, ce sont des contraintes légales claires en matière de produits alimentaires régionaux, végétariens et issus de l'agriculture biologique, encadrées d'un programme pluriannuel ... et tout cela n'est pas prévu. Aussi, il est temps d'abandonner cette démarche centraliste qui veut que tout le monde doive parallèlement manger la même chose dans tout le pays. Car nous sommes bien conscients que les quantités nécessitées à ce moment minimiseraient d'office les chances des producteurs régionaux ...
 - Dans cette même logique, dans le cadre de l'opération *Fruit for School*, il faut progressivement étendre la part des fruits issus de l'agriculture biologique et de la production régionale (Grande-Région), selon un plan par étapes.
 - Nous avons besoin d'une loi crédible portant création d'un système de certification et de labellisation des produits alimentaires luxembourgeois, justifiée par des critères sérieux en termes d'écologie et de protection des animaux, et qui s'avère être une réelle plus-

value pour les petites et moyennes entreprises agricoles au Luxembourg. Ce n'est pas le cas à l'heure actuelle!

- Le plan d'action « pesticides » est vieux de 4 ans! Où en est la transposition de nombreuses mesures qui sont ancrées dans ce plan?
- Le Luxembourg devra profiter au mieux de la réforme de la PAC, et faire de la protection de la biodiversité un objectif central et honorer davantage les efforts et services rendus dans ce cadre par les agriculteurs. Les réformes envisagées doivent faire l'objet de négociations beaucoup plus transparentes. Pour y arriver, il est indispensable de réunir autour de la table les représentants de l'agriculture et des organisations écologiques, tout comme les consommateurs et les scientifiques.
- Rester crédibles signifie aussi: **ne pas recourir aux pseudo-solutions !**
 - Reconvertir des zones vertes pour créer de nouvelles zones d'habitation n'est manifestement pas la bonne solution, sachant que de nombreux terrains se situent déjà en zone constructible à l'heure actuelle.
 - La même chose vaut pour la mobilité: il est inacceptable de continuer à tolérer la construction de nouveaux contournements – et cela même à travers des zones naturelles à haute valeur ajoutée – comme c'est le cas du *Réiserbann* ...
 - Certes, il est bénéfique de vouloir dynamiser la construction de logements. Or: le fait que l'État investit des millions et des millions dans le cadre du nouveau pacte logement 2.0. sans promouvoir également, de manière ciblée, de nouvelles formes d'habitation, des habitations collectives alternatives, des lotissements écologiques et des quartiers urbains plus verts, est tout simplement incompréhensible.
- **Il nous faut des réformes structurelles! Une réforme fiscale durable!** Tous les accords de coalition des derniers gouvernements la mentionnent, pourtant sans résultat concret jusqu'ici. Comparé aux autres pays-membres de l'UE, le Luxembourg continue d'être un très mauvais élève en termes de taxation de la pollution et en termes de (sur-) consommation des ressources naturelles. Les scientifiques sont pourtant unanimes pour dire que seule une réforme fiscale durable permettra de nous réorienter dans la bonne direction d'un développement résolument durable et d'une protection du climat et de la biodiversité digne de ce nom! Le gouvernement en place vient de décider de remettre la réforme fiscale à l'ordre du jour de la prochaine période de législation. Certes, une taxe carbone « douce » est appliquée, or ses effets sont de loin suffisants. Le système complet devra être revu, sinon l'objectif de l'équité sociale ne sera jamais atteint!

Dans ce même contexte, il faudra également réformer enfin le **taux d'imposition du leasing automobile, des voitures de service**! Il est inacceptable que l'État continue de perdre de l'argent parce que l'exigence écologique n'est pas la même par rapport aux voitures privées. La mise en œuvre de cette réforme était pourtant promise pour la fin du premier semestre 2021 ... alors, où en sommes-nous?

Je pourrais continuer ma liste d'exemples (négatifs), mais mon discours est déjà trop long. Loin de vouloir dénigrer de la sorte le côté positif d'autres projets, il faut néanmoins dire que ces exemples témoignent d'une complète incohérence entre ambition, impératif et réalité.

Et cette incohérence ne nous frappe pas uniquement au niveau politique. Elle existe et persiste dans le discours social, et aussi dans les médias.

- Nous entendons des propos comme: *“OUI à la protection du climat, mais raisonnablement s.v.p., et sans interdictions!”* ou encore *“OUI à une certaine forme de protection du climat”*. C’est comme si l’on disait: *“OUI à plus de sécurité pour les automobilistes, sans limitations de vitesse mais avec une bonne portion de bon sens.”* L’acceptation de lois et de règles est une chose normale dans de nombreux domaines, mais il n’en est pas de même lorsqu’il s’agit de la protection du climat! Dans un domaine crucial, où on ne parle pas d’un dégât matériel ou d’une vie isolée ou encore d’une catastrophe locale, mais bien de la destruction des bases vitales de l’homme! J’ai mentionné la protection du climat ... la même chose vaut pour la protection de la biodiversité. N’oublions pas qu’aujourd’hui les scientifiques sont tous unanimes pour dire qu’il ne nous reste que quelques années pour opérer un revirement dans la bonne direction. C’est tout simplement surréel!
- S’ensuivent bien sûr les propos du genre *“ne touche pas à mes libertés et à mes droits”*. Néanmoins, le dernier des naïfs devrait entretemps être conscient du fait que les contraintes que nous devrions accepter aujourd’hui ne sont que *“bagatelle”* – ne sont finalement qu’une restriction minimale de nos libertés – par rapport à ce qui nous attend si nous ne commençons pas de suite à agir de manière responsable! Certes, il faut mesurer le pour et le contre des mesures, des règles et des interdictions, et analyser si elles sont vraiment ciblées et efficaces. En tant que Mouvement Écologique, nous plaidons clairement en faveur d’un État qui pose le bon cadre dans le sens de l’équité générationnelle pour une économie et une société qui agit dans le respect de la protection du climat et de la biodiversité, et qui ne favorise pas l’individu et les acteurs isolés.
- Il faut dire aussi que: souvent, si une mesure est concrètement annoncée, oups, le destinataire n’est pas le bon ... et il faut trouver quelqu’un d’autre pour l’assumer, du genre *“OUI à la protection du climat, mais pas aux dépens de ...”*. Nous l’avons pu lire récemment dans la presse: *“... pas aux dépens des agriculteurs”*. Alors que ce sont surtout les agriculteurs, et donc les premiers producteurs dans la chaîne alimentaire, qui payent les frais et souffrent extrêmement des effets de la catastrophe climatique et du déclin de la biodiversité! Le défi est lancé, à eux tout comme au reste de la population. Si nous nous bornons à répéter *“pas aux dépens de ... un tel ou un tel”* chaque fois que les choses se concrétisent, alors les choses ne bougeront plus ... du tout! Et, après tout, pourquoi *“aux dépens de ...”* ?

On devrait dire plutôt « au profit de ... ». Avec une bonne réforme de la PAC et un solide cadre pour les activités agricoles, l’agriculteur ne serait-il pas le premier à en gagner ? Il serait lui-même moins exposé aux pesticides et ne devrait plus produire pour le marché mondial ... et se trouverait de facto libéré de la pression de « grandir ou disparaître » dont il est victime aujourd’hui!

Je viens de pointer le doigt sur différents dossiers isolés, mais qui tous sont régis par la problématique de la croissance et du système en place. Nous devons inlassablement le souligner: **le système croule si nous refusons de reconnaître qu’il y a des limites et que moins de consumérisme peut augmenter notre qualité de vie.**

Oui, le Meco s’engage en faveur de l’électromobilité. Non, cela ne suffit pas: parallèlement, nous devons réduire le nombre de voitures de manière considérable. Et oui, le Meco soutient également l’idée de parcs éoliens bien planifiés, et non, tolérer la soif croissante d’énergie s’avère impossible du

fait que les énergies renouvelables ne peuvent pas amortir les besoins en plus. Et encore oui, le Mecos se dit clairement en faveur d'exploiter d'abord les terrains constructibles qui se trouvent dans les périmètres actuels, et encore non: si la population du Luxembourg continue de croître au rythme de 13.000 nouveaux habitants chaque année, nous ne serons toujours pas en mesure de résoudre notre problème du logement

Le MECO attend de la politique qu'elle se focalise enfin sur les objectifs qui sont réalisables! Il ne faut pas prendre les électeurs pour des niais: le beau château de cartes appelé « croissance infinie » s'écroule! Et le nombre de scientifiques (non seulement dans le domaine du climat mais également dans celui de la biodiversité) qui dénoncent la pression de la croissance comme problème principal et qui revendiquent un changement du système, ne cesse d'augmenter.

Nous sommes à mi-chemin de la période de législation actuelle. Nous attendons de notre Premier ministre ainsi que de l'ensemble des membres du gouvernement qu'ils s'expliquent avec des mots clairs et qu'ils adressent enfin le problème des limites de notre planète. C'est pourquoi le Mouvement Écologique a formulé les revendications suivantes pour la 2ème moitié de la période de législation, au-delà de toutes les revendications que le Mecos a déjà formulé auparavant:

- **Nous devons nous libérer des contraintes imposées par la croissance continue! Et cela sans tarder!** Ceci en guise de première étape, pour garantir que nous ne serons plus tributaires de cette croissance. Pour cela, nous avons besoin d'une analyse profonde afin d'explorer les moyens pour faire en sorte que notre **système social** ne soit plus dépendant de la croissance. Sans perdre encore du temps! Et même si les résultats de cette analyse ne seront plus transposés dans l'immédiat, ils devront néanmoins marquer les débats à l'approche des prochaines élections.
- **Nous devons adopter une vision à long terme et prendre conscience des limites de la nature: le contrôle de la durabilité** de chaque décision gouvernementale est une promesse qui n'a pas été honorée depuis plus de 10 ans. Passez enfin à l'action!
- Nous avons besoin d'une **stratégie économique** pour ce qui est de l'implantation d'entreprises dans le futur (cfr Google!), ainsi que d'un concept clair et axé sur la promotion de la résilience et de la régionalité, dans l'intérêt aussi de la Grande Région.
- D'autre part il est indispensable de disposer d'une stratégie pour **accompagner le volet social de la transition!** L'écologie et l'équité sociale sont les deux faces d'une même médaille. La transition vers une société plus neutre en termes de climat et plus axée sur le développement durable ne peut pas se faire sur le dos de ceux et de celles parmi la population qui ont des revenus plus faibles. C'est pourquoi le lien entre l'écologie et le social doit être débattu au niveau le plus haut, ensemble avec les partenaires sociaux, et doit déboucher sur des instruments concrets. Ce thème fait également l'objet des questions centrales débattues au sein du Mouvement Écologique.
- Aussi, nous avons besoin des **moyens financiers adéquats** pour réussir la transition que je viens d'aborder. L'inaction serait bien plus coûteuse! Des budgets bien ficelés doivent être votés à tous les niveaux.
- Nous devons préparer la voie pour une **nouvelle échelle de valeurs**, une revendication souvent thématisée depuis le début de la crise de coronavirus, comportant de nouveaux modèles de temps de travail, la promotion renforcée de l'économie du bien-être, etcetera. Pour y arriver, il est indispensable de se doter d'instruments adéquats clairs!
- **Nous devons faire un saut qualitatif au niveau démocratique et éducatif:**
 - La démocratie est l'essence-même d'une société en plein changement. La législation portant sur une administration transparente et ouverte, sur la liberté d'accès à

l'information, est un échec; ce constat est d'ailleurs partagé par l'ALJ (association luxembourgeoise des journalistes professionnels). Nous continuerons notre engagement pour obtenir des réformes et nous continuerons de revendiquer le débat qui nous a été promis de longue date par M. Bettel.

- L'engagement est le moteur de la société. Au Luxembourg, le gouvernement peine à stimuler l'engagement socio-politique, notamment par l'introduction d'un congé associatif. Or, il est indispensable de concéder le temps nécessaire à des citoyen/nés engagé/es et pour cela, nous devons disposer de modèles de temps de travail plus flexibles.

- Il incombe à notre génération de combattre et de limiter les effets de la crise climatique et du déclin de la biodiversité, tant faire se peut. L'éducation scolaire doit armer les jeunes d'un bagage solide! Malgré toute la pression qui pèse sur le système scolaire, sur les enseignants et les élèves: il faut allouer le temps nécessaire pour promouvoir la liberté d'esprit et l'engagement social des jeunes, pour les sensibiliser davantage à la réalité sociale afin qu'ils s'engagent avec leurs idées.

- **Autre élément central: il échet d'améliorer la collaboration interministérielle et de permettre un débat ouvert et transparent sur les différents points de vue.**

Ces derniers temps, j'ai souvent discuté avec de nombreux collègues qui pour la plupart sont d'avis qu'il est déjà trop tard pour endiguer le déclin de la biodiversité et la crise climatique dans une mesure vivable. Je ne partage pas cet avis.

Il me semble que l'ambiguïté décrite plus tôt et l'incohérence entre l'ambition et la réalité font partie intégrante d'une phase qui est incontournable si nous voulons mener à bien le processus de la transition. Et j'espère bien que nous sommes au beau milieu d'un tel processus de transition!

Les Luxembourgeois n'ont jamais été aussi sensibilisés et conscients du fait que les choses doivent bouger. De plus en plus de citoyen/nés découvrent les nombreux avantages véhiculés par un modèle social résolument tourné vers le développement durable.

Il est tout à fait logique qu'un tel processus de transition n'est pas synonyme d'harmonie complète et présente des points de friction.

Mais il incombe aux ONG comme le Mouvement Écologique, à la société civile toute entière, et aux syndicats de défendre des objectifs communs, de développer des visions futures communes et d'ouvrir systématiquement la voie au processus de transformation.

Et de dire aux hommes et femmes politiques: « agissez sans tergiverser et sans attendre que tout le monde soit convaincu »! Il est évident que la politique a besoin d'un certain consensus et de l'acceptation des citoyen/nés. Mais il est tout aussi évident que la politique ne peut pas se soustraire aux questions cruciales qui portent sur l'avenir de notre société. Le Mecos est prêt à soutenir des politiciens qui n'ont pas froid aux yeux pour promouvoir des idées conséquentes et courageuses dans cet esprit!

Un festival comme celui que nous célébrons aujourd'hui est de nature à inspirer du courage. A côté des nombreuses visites et forums de discussion, quelque 30 ONG et autres acteurs réunis demain sur leurs stands rapporteront leurs efforts pour construire le monde de demain en réalisant leurs idées. Nos collaborateurs et bénévoles ont mis toute leur passion pour donner vie à ce festival. Des musiciens dynamiseront l'ambiance au-delà.

Raison de plus pour célébrer aujourd'hui: l'engagement des jeunes de *Youth for Climate* et *move*. – je ne les ai pas encore mentionnés - inspire courage! Un tout grand merci à leur attention!

Merci à vous tous et passez des moments agréables tout au long de ce festival 2021!